

« Personne ne devrait être renvoyé de force en Libye »

DROITS DE L'HOMME Le rapport annuel 2017 de l'ONG Human Rights Watch passe 91 pays au crible

L'Europe ne devrait pas, même indirectement, prendre le risque de renvoyer des migrants en Libye, « où ils sont traités de manière atroce », martèle le directeur de Human Rights Watch (HRW), Kenneth Roth. Dans son tour d'horizon annuel, 91 pays sont passés au crible, de l'Afghanistan au Zimbabwe. « HRW le rapportait depuis un certain temps déjà : la manière dont les migrants sont traités en Libye est atroce. Nous recueillons sans cesse des témoignages de travail forcé, d'abus sexuels, de torture », rappelle-t-il, à l'occasion de la publication du rapport mondial 2017, jeudi à Paris. « Personne ne devrait être renvoyé de force en Libye aujour-

d'hui », tranche-t-il, en épingleant l'attitude ambiguë de l'Union européenne. Les bateaux européens « ne renvoient pas les gens en Libye », mais l'Union européenne – en particulier l'Italie – « fait indirectement ce

qu'elle ne peut pas faire directement, en formant les gardes-côtes libyens qui ramènent les migrants en Libye, dénonce encore Kenneth Roth. Il y a plus de migrants qui meurent en Libye qu'en essayant de traverser la Méditerranée, poursuit-il en citant les chiffres de l'Organisation internationale des migrations (OIM). « Ça vous donne une idée de la gravité de la situation. »

En 2017, au moins 3.116 migrants sont morts ou disparus en tentant la traversée vers l'Europe, selon l'OIM. Mais les tentatives de traversées ont chuté depuis l'été, après des accords entre Rome et les autorités et milices libyennes pour empêcher les migrants de prendre la mer.

« L'Europe a la responsabilité de contrôler ses frontières, personne ne le conteste. Mais qu'elle tente de limiter l'afflux de migrants en investissant dans leurs pays ou en agissant contre les répressions qu'ils fuient », réclame

le directeur de l'ONG.

La Libye n'est qu'un des multiples dossiers que suit attentivement ce juriste américain, qui évoque avec la même précision les persécutions des Rohingyas en Birmanie que la politique antiterroriste de Macron. Derrière lui, une multitude de rapports multicolores s'étagent dans une immense bibliothèque : « Human Rights Watch publie une centaine de rapports ou d'analyses chaque année, un tous les trois jours. »

Entré en 1987 à HRW, il en est devenu le directeur exécutif six ans plus tard. Roth a transformé la modeste organisation non gouvernementale en une multinationale de 425 salariés, financée par des dons de particuliers et de fondations, dont celle du milliardaire George Soros.

Exactitude et objectivité

HRW a bâti sa crédibilité sur

deux principes : « Exactitude et objectivité », dit son directeur, en soulignant que l'organisation n'a jamais commis de « grosse erreur ». « Nous appliquons ces principes quelle que soit la ligne politique du pays, de gauche ou de droite, qu'il s'agisse de gouvernements ou groupes rebelles. Nous ne sommes pas partisans », souligne-t-il.

S'il qualifie l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche de « moment de désespoir », Kenneth Roth n'épargne pas son prédécesseur, Barack Obama, qui « n'a pas été prêt à payer le prix politique de la fermeture de Guantánamo ni à faire quoi que ce soit pour empêcher Bachar al-Assad de commettre des atrocités de masse en Syrie ».

Quant à Emmanuel Macron, dont il salue la fermeté face à la Russie ou la Turquie, il insiste sur le fait que le président français « s'est montré moins sévère avec le président Xi Jinping ». (afp) ■